



## Déclaration de la CGT

### **Face à l'internationale d'extrême droite, l'urgence est de renforcer nos démocraties pour défendre une paix juste et durable**

La mise en place d'une internationale d'extrême droite, autour de Trump, Poutine et Netanyahu notamment, soutenue par une partie du capital fait peser sur les travailleuses et les travailleurs des risques inédits.

La CGT tient à réaffirmer toute sa solidarité avec celles et ceux qui sont en première ligne : les ukrainien.ne.s, les palestinien.ne.s, les nombreux pays qui subissent la suppression de l'aide au développement américaine. Les femmes et les minorités figurent parmi les premières pénalisées: la remise en cause du droit à l'IVG et à la contraception, des programmes de scolarisation et d'autonomie économique va pénaliser des millions de femmes, la décomplexion d'une parole raciste s'accompagne de politiques xénophobes et anti immigrés, l'identité des personnes LGBTQIA+ est niée...Les droits sociaux et environnementaux sont attaqués de plein fouet et le duo Trump/Musk veut imposer un choc de dérèglementation dont on voit d'ores et déjà les conséquences en Europe où la commission européenne, à la demande du patronat, remet en cause les directives sociales et environnementales existantes. La CGT réaffirme tout son soutien aux syndicats américains qui luttent aux côtés des centaines de milliers de fonctionnaires américains licenciés brutalement par Elon Musk, symbole concret de l'alliance des milliardaires et de l'extrême droite contre les travailleuses et les travailleurs.

L'ordre mondial construit en 1945 pour empêcher le fascisme et la guerre n'a jamais été aussi fragilisé. Contrairement à ce qu'essaie de faire croire cette internationale d'extrême droite, la paix n'a jamais été la loi du plus fort. La paix juste et durable repose sur la justice sociale, le respect du droit international, de la souveraineté des peuples et de leur droit à l'autodétermination. A l'inverse de la surenchère guerrière portée par la France et l'Europe à l'opposé de leurs positions historiques, c'est le multilatéralisme et le renforcement de l'ONU qu'il faut mettre à l'ordre du jour. La CGT dénonce toute velléité d'imposer une « économie de guerre » qui a toujours pour conséquence d'imposer l'austérité aux travailleuses et aux travailleurs, de remettre en cause les droits et les libertés et de favoriser le capital et la finance.

Trois ans après l'agression russe criminelle contre l'Ukraine qui a déjà fait 1 million de victimes, c'est une solution négociée, politique et diplomatique qui doit prévaloir, à mille lieues du pillage des ressources ukrainiennes et de l'annexion d'une partie de son territoire que veulent imposer Trump et Poutine. La France et l'Europe doivent exiger la convocation immédiate d'une conférence de paix, sous l'égide de l'ONU, pour permettre l'arrêt des combats et une paix juste et durable reposant sur le respect du droit international. De même pour Gaza et la Cisjordanie. La France doit reconnaître l'Etat de Palestine et, avec l'Europe, soutenir le plan de reconstruction de Gaza proposé par l'autorité palestinienne et les pays arabes et relancer un processus de paix juste et durable.

La situation actuelle démontre les impasses d'une construction européenne inféodée militairement, diplomatiquement et économiquement aux Etats-Unis . En signant l'arrêt de mort de l'OTAN, Donald Trump place malgré lui la France et l'Europe devant leurs responsabilités : renforcer la coopération plutôt que la compétition économique et le militarisme !

L'Europe et la France doivent en tirer toutes les conséquences et construire une stratégie commune au plan européen au service d'une diplomatie et d'une défense basées sur le multilatéralisme et indépendantes de l'OTAN. Pas question de céder aux injonctions de Donald Trump et d'augmenter les budgets militaires pour financer le complexe militaro industriel américain. Retrouver notre souveraineté nécessite de restaurer et de protéger notre industrie. Pas question non plus que de l'argent public aille enrichir, comme aujourd'hui, les actionnaires. Alors que les cours en bourse des industries de l'armement s'envolent, les licenciements et l'austérité salariale continuent pour les travailleuses et les travailleurs. La CGT porte l'exigence d'un pôle public de défense et la nationalisation des industries stratégiques. Cela commence par Atos, entreprise stratégique en cours de dépeçage, et par Vancorex dont la fermeture menacerait 5000 emplois et notre approvisionnement stratégique pour la filière nucléaire civile et militaire.

La CGT alerte solennellement le patronat et le gouvernement français. Pas question que la situation internationale ne soit instrumentalisée pour imposer l'austérité, les coupes dans les services publics et la remise en cause des droits et des libertés notamment syndicales. Nos services publics sont les piliers indispensables de la cohésion de nos sociétés. Nous mobiliserons les salariés pour les défendre, de même que l'industrie. Le danger historique que fait peser sur nos sociétés l'internationale d'extrême droite en cours de constitution est d'abord démocratique, pas militaire. Pour y répondre il faut

- Sortir médias et réseaux sociaux de l'emprise des milliardaires d'extrême droite et des ingérences étrangères et protéger réellement la liberté de la presse. Il y a urgence à construire au plan européen une stratégie pour sortir de l'addiction aux GAFAM et maîtriser l'intelligence artificielle.
- Un grand plan d'investissement dans la recherche, l'éducation et la culture pour lutter contre le monde de post vérité et le révisionnisme que veut nous imposer l'extrême droite.
- Une redistribution des richesses pour faire progresser la justice en faveur de celles et ceux qui les produisent, principalement en augmentant les salaires et pensions et en abrogeant la réforme des retraites. Les fractures qui minent notre société font le lit de l'extrême droite, faire progresser les conditions de vie des salarié.e.s est la meilleure manière de faire reculer l'extrême droite.
- Mettre fin aux contraintes budgétaires du pacte de stabilité européen et permettre aux Etats de réaliser les investissements colossaux nécessaires à nos services publics, nos infrastructures et à la transformation environnementale sans dépendre des marchés grâce à des financements directs de la banque centrale européenne.
- Construire une Europe de la coopération en lieu et place de l'Europe de la concurrence qui mette fin au dumping fiscal, social et environnemental en son sein et au plan mondial.

La CGT développera des initiatives en faveur de la Paix, en travaillant notamment avec la Confédération Européenne des Syndicats et la Confédération Syndicale Internationale à la construction d'un 1<sup>er</sup> mai très fort, qui place partout au cœur de ses luttes la Paix, la solidarité internationale et le progrès social et environnemental. La CGT donne d'ores et déjà rendez-vous avec les retraités le 20 mars pour la sécurité sociale, le droit à la retraite et la revalorisation des pensions ainsi que le 22 mars pour se mobiliser contre le racisme et la xénophobie avec des manifestations partout en France.

Montreuil, le 10 mars 2025